PROJET DE RÈGLEMENT
NUMÉRO 2025-440

RÈGLEMENT AUTORISANT LES
ÉTABLISSEMENTS DÉDIÉS AU RETOUR DE
CONTENANTS CONSIGNÉS DANS
CERTAINES ZONES À DOMINANCE
COMMERCIALE (C) DE BOUCHERVILLE

CONSIDÉRANT l'article 53.31.0.3 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* qui stipule que le conseil d'une municipalité locale peut, par règlement, malgré toute réglementation applicable et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments afin de permettre l'établissement ou le maintien des installations requises pour assurer le retour de contenants consignés;

CONSIDÉRANT la consigne élargie prévue pour le 1^{er} mars 2025;

CONSIDÉRANT les concepts des lieux de retour Consignation et Consignation+ de l'Association québécoise de récupération des contenants de boissons (AQRCB) présentés à la Ville de Boucherville;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été présenté en séance du conseil municipal le 28 janvier 2025;

Le conseil municipal décrète ce qui suit :

Article 1

Malgré toute disposition contraire dans un règlement d'urbanisme, les établissements dédiés au retour de contenants consignés sont autorisés dans les zones à dominance commerciale (C) illustrées à l'annexe A (plan de zonage) du Règlement de zonage numéro 2018-290 aux conditions suivantes :

- 1) un usage de la classe d'usages C1 (vente au détail) doit être autorisé dans la zone;
- 2) l'usage doit être exercé à l'intérieur d'un bâtiment principal;
- 3) les autres dispositions des règlements d'urbanisme applicables à cet usage sont celles relatives aux usages de la classe d'usages C1 (vente au détail).

Article 2

Les définitions prévues au chapitre 3 du Règlement de zonage numéro 2018-290 s'appliquent pour l'interprétation du présent règlement. À moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est attribué dans ce règlement. Si un mot ou une expression n'est pas défini au Règlement de zonage, il s'entend dans son sens commun.

Article 3

L'administration et l'application du présent règlement relèvent de l'autorité compétente.

Article 4

Les pouvoirs et les devoirs de l'autorité compétente prévus aux articles 19 et 20 du Règlement relatif aux permis et certificats d'autorisation et à l'administration des règlements de zonage, de construction, de lotissement et relatif aux contributions pour fins de parcs, terrains de jeux et milieux d'intérêt écologique numéro 2018-294 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Article 5

En cas de contravention au présent règlement, les articles 86, 87, 89 et 90 du Règlement relatif aux permis et certificats d'autorisation et à l'administration des règlements de zonage, de construction, de lotissement et relatif aux contributions pour fins de parcs, terrains de jeux et milieux d'intérêt écologique numéro 2018-294 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Article 6

Quiconque commet une infraction au présent règlement est passible d'une amende minimale de 300,00 \$ dans le cas d'une personne physique et de 2 000,00 \$ pour une personne morale. En cas de récidive, l'amende est portée au double.

Article 7

Les devoirs et obligations du propriétaire, de l'occupant, du requérant ou de l'exécutant des travaux sont ceux qui lui sont imposés aux articles 21 et 22 du Règlement relatif aux permis et certificats d'autorisation et à l'administration des règlements de zonage, de construction, de lotissement et relatif aux contributions pour fins de parcs, terrains de jeux et milieux d'intérêt écologique numéro 2018-294.

Jean Martel, maire

Marianna Ruspil, greffière